ÉNONCÉ DE PRINCIPES

OU

"PLATE-FORME"

—DU—

Parti Démocratique.

Nous, les représentants du parti démocratique des Etats-Unis, réunis en convention nationale, le jour anniversaire de l'adoption de la Déclaration de l'Indépendance, réaffirmons notre foi dans l'immortelle proclamation des droits inaliénables de l'homme et notre allégeance à la Constitution rédigée en harmonie avec cette proclamation, par les fondateurs de la République. Nous tenons comme la Cour Suprême des Etats-Unis, que la Déclaration de l'Indépendance est l'esprit de notre gouvernement dont la Constitution est la forme et la lettre. Nous déclarons encore que tous les gouvernements institués par des hommes puisent leurs justes pouvoirs dans la volonté des gouvernés; que tout gouvernement non basé sur la volonté des gouvernés est une tyrannie; et que d'imposer à tout peuple un gouvernement de force, c'est substituer les méthodes de l'impérialisme à celles d'une république. Nous tenons que la Constitution suit le drapeau, et dénonçons la doctrine qu'une autorité exécutive ou un congrès redevable de son existence ou de ce pouvoir à la Constitution peut exercer une autorité légale au delà de cette Constitution ou en violation de celle-ci. Nous affirmons qu'aucune nation ne peut accepter un gouvernement qui soit moitié républicain et moitié empire, et nous prédisons au peuple Américain que l'impérialisme à l'étranger amènera également et inévitablement le despotisme chez nous.

"Ayant fait donc ces principes, nous dénonçons la législation de Porto-Rico imposée par un Congrès républicain, en dépit de la protestation et de l'opposition de la minorité démocratique comme une violation audacieuse et ouverte de la loi organique et une flagrante trahison de la bonne foi nationale. Cette législation impose au peuple de Porto Rico un gouvernement sans son consentement et une taxation sans représentation. Elle déshonore le peuple Américain en reniant une promesse faite en son nom par le général commandant notre armée et que le peuple de Porto Rico a saluée comme une occupation pacifique et sans opposition de son territoire. Elle a voué à la pauvreté et à la détresse un peuple dont l'impuissance fait appel d'une façon toute particulière à notre justice et à notre magnanimité.

En cela, le premier acte de son

PROGRAMME IMPÉRIAL

Le parti républicain cherche à engager les Etats-Unis dans une politique coloniale en contradiction avec les institutions républicaines et condamnée par la Cour Suprême dans nombre de ses arrêts.

"Nous demandons l'exécution prompte et consciencieuse de nos promesses au peuple Cubain et au monde entier que les Etats-Unis n'ont aucune disposition ni aucune intention d'exercer une souveraineté, une juridiction ou un contrôle sur l'île de Cuba, excepté pour sa pacification. La guerre est terminée depuis bientôt deux années, une paix profonde règne dans toute l'île, et cependant l'administration garde et ne livre pas au peuple Cubain le gouvernement de son île, tandis que des aventuriers (carpet baggers) fonctionnaires pillent ses revenus et exploitent la théorie coloniale pour la disgrâce du peuple Américain.

"Nous condamnons et dénonçons la politique aux Philippines de la présente administration. Elle a entraîné nécessairement la république dans une guerre, a sacrifié la vie de nombre de nos plus nobles fils et placé les Etats-Unis, précédemment connus et applaudis par le monde entier comme les champions de la liberté, dans la fausse et non Américaine nécessité d'écraser par la force militaire les efforts de nos anciens alliés dirigés vers la proclamation de la paix et l'institution d'un gouvernement autonome. Les Philippines ne peuvent pas être citoyens sans mettre en danger notre civilisation, elles ne peuvent être des sujets sans mettre en péril notre forme de gouvernement; et comme nous ne sommes pas enclins à faire abandon de notre civilisation ou à changer la république en un empire, nous sommes donc en faveur d'une déclaration immédiate de l'intention de la nation de donner aux Philippines d'abord une forme de gouvernement stable; ensuite leur indépendance, et enfin un protectorat contre l'intervention étrangère, tel qu'il en a été donné pendant près d'un siècle aux républiques de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud.

L'avide mercantilisme qui dicta la politique aux Philippines de l'administration républicaine invoque pour se justifier la prétention qu'il en sera retiré des profits, mais même cette sordide et indigne prétention est erronée quand elle est mise à l'épreuve par les faits. La guerre d'une criminelle agression contre les Philippines entraîne à une dépense annuelle de plusieurs millions et a déjà coûté plus que ne pourrait obtenir en profits de tout le commerce des Philippines pendant des années. De plus, quand le commerce se sera développé aux dépens de la liberté, le prix en sera toujours trop élevé.

"Nous ne sommes pas opposés à l'expansion territoriale quand c'est pour acquérir un territoire désirable qui puisse être érigé en Etats de l'Union et dont les populations sont consentantes et dignes de devenir des citoyens Américains.

"Nous favorisons l'extension commerciale par tous les moyens pacifiques et légitimes, mais nous sommes inaltérablement opposés à la saisie ou à l'achat de terres lointaines qu'il nous faudra gouverner au mépris de notre Constitution et dont les peuples ne pourront jamais devenir des citoyens.

Nous sommes en faveur d'étendre

L'INFLUENCE DE LA RÉPUBLIQUE

parmi les nations, mais croyons que cette influence doit s'étendre non par la force et la violence, mais par la puissance persuasive d'un exemple élevé et honorable. L'importance d'autres questions actuellement en discussion devant le peuple Américain n'est nullement amoindrie et le parti démocratique n'abandonne pas le terrain qu'il occupe à leur égard; mais la question brûlante de l'impérialisme surgissant de la guerre avec l'Espagne met en jeu l'existence même de la République et rend possible la destruction de nos institutions libres. Nous regardons cette question comme dominant toutes les autres de cette campagne.

La déclaration donc l'énoncé de principes des Républicains adopté à la Convention de Philadelphie, tenue en juin 1900: Que le parti républicain demeure fidèle à la politique annoncée dans la Doctrine Monroe, manque manifestement de sincérité et est décevante. La profession est contredite par la politique avouée de ce parti en opposant un avec l'esprit de la Doctrine Monroe d'acquérir et d'exercer la souveraineté sur de vastes étendues de territoire et sur de nombreuses populations dans l'hémisphère de l'Est. Nous insistons pour l'inflexible maintien de la Doctrine Monroe dans toute son intégrité, en lettre et en esprit comme nécessaire pour empêcher l'extension de l'autorité Européenne sur le continent et essentielle à notre suprématie dans les affaires américaines. En même temps, nous déclarons qu'aucun peuple américain ne sera jamais soumis contre son consentement, par la force au joug de l'autorité Européenne.

"Nous sommes opposés au militarisme. Il signifie conquêtes au dehors et intimidation et oppression au dedans. Il signifie la puissante armée qui a toujours été fatale aux institutions libres. C'est cette armée que des millions de nos citoyens ont fui en Europe. Elle imposera à notre peuple qui aime tant la paix une forte armée permanente et entraînera à un surcroît inutile de taxes, ainsi qu'à une constante menace de ses libertés. Une petite armée et une milice d'Etat bien disciplinée suffisent amplement en temps de paix. La République n'a nul besoin du service et de la conscription d'une grande armée. Quand la nation est en danger, le volontaire soldat est le meilleur défenseur du pays. La Garde Nationale des Etats-Unis doit toujours être chérie par les cœurs patriotiques d'un peuple libre. De telles organisations sont toujours un élément de force et de sécurité. Pour la première fois dans notre histoire, et en même temps que se poursuivait la conquête des Philippines, nous sommes nous sur une vaste échelle, écartés du système à jamais en honneur et approuvé de l'organisation populaire. Nous dénonçons cette pratique comme non-Américaine, non démocratique et non-républicaine, et comme une subversion des anciens et arrêtés principes d'un peuple libre.

LES MONOPOLES PRIVÉS SONT SANS DEFENSE ET INTOLERABLES.

Ils tuent la compétition, contrôlent le prix des matériaux et des produits finis, frustrant ainsi le producteur et le consommateur. Ils diminuent l'emploi de la main d'œuvre et arbitrairement fixent les prix et les conditions de cette main d'œuvre, enlevant ainsi à l'énergie individuelle et au petit capital la possibilité de tout avancement. Ils sont les moyens les plus efficaces connus jusqu'ici pour qu'un petit nombre s'approprie les fruits de l'industrie aux dépens du plus grand nombre, et à moins que leur insatiable soif ne soit combattue, toute la fortune se trouvera possédée par quelques individus, et la république détruite.

"Les tergiversations malhonnêtes du parti républicain dans ses énoncés de principes à la nation et dans les Etats, au sujet du syndicat est la preuve certaine que l'accusation portée contre la politique républicaine d'avoir donné naissance aux syndicats est juste; qu'ils sont soutenus par les lois républicaines, et qu'ils sont protégés par l'administration républicaine, en retour de souscriptions pour la campagne et le maintien de cette politique.

"Nous engageons le parti Démocratique à faire une guerre incessante à la Nation, à l'Etat et à la ville contre le monopole privé sous toutes ses formes.

Les lois existant contre les syndicats doivent être mises en vigueur, et de plus rigoureuses encore doivent être faites permettant la publicité des affaires des corporations engagées dans le commerce entre états et exigeant que toutes les corporations fassent voir avant d'entreprendre des affaires en dehors de leur propre Etat, qu'ils sont de bonne foi et qu'ils n'ont pas essayé et n'essaient de monopoliser aucune branche de commerce ou le produit d'aucun des articles de négoce; et tout le pouvoir constitutionnel du Congrès sur le commerce entre états, la malle et tous les moyens de communication entre Etats seront compris dans l'observation de lois intelligentes au sujet des syndicats. Les lois du tarif devraient être amendées en mettant les produits des syndicats sur une liste libre pour empêcher le monopole établi sous prétexte de protection.

"Le fait que la présente administration républicaine, qui a le contrôle absolu de toutes les branches du gouvernement national, n'ait pas fait une législation destinée à empêcher ou même à réduire la puissance absorbante des trusts et des combinaisons illégales, ou observé la loi anti-syndicat déjà sur les livres des statuts prouve le manque de sincérité des phrases rassurantes de l'énoncé de principes républicain.

Les droits des corporations devraient être protégés et leurs intérêts légitimes respectés, mais toute tentative faite par les corporations pour s'emparer des affaires publiques ou pour contrôler l'autorité dont elles émanent devrait être défendue sous des peines telles, que de pareilles tentatives deviendraient impossibles.

"Nous condamnons la loi de tarif Dingley comme une mesure donnant raison aux syndicats, habilement imaginée pour combler un petit nombre, de faveurs qu'ils ne désirent pas, et pour imposer aux plus nombreux un fardeau qu'ils ne devraient pas porter.

Nous favorisons tel développement de la

LOI DE COMMERCE INTERNATIONAL

qui permettra à la Commission de protéger les individus et les communautés contre les distinctions, et le public contre des taux de transport injustes et malhonnêtes.

"Nous affirmons et endossons l'énoncé de principes national Démocratique adopté à Chicago en 1896 et nous réitérons la demande d'un système financier Américain fait par le peuple Américain pour lui-même, qui rétablira et maintiendra un prix égal bi-métallique, et par suite d'un tel système nous demandons que l'on reprenne immédiatement la frappe libre et illimitée de l'argent et de l'or à la proportion légale actuelle de 16 pour 1, sans attendre l'aide ou le consentement d'aucune autre nation.

"Nous dénonçons le bill sur la circulation monétaire adopté à la dernière session du Congrès comme un point de plus dans la politique Républicaine tendant à discréditer le droit souverain du gouvernement national d'émettre tout argent, soit monnaie ou papier, et d'accorder aux banques nationales le pouvoir d'émettre et de contrôler à leur propre bénéfice le volume de papier-monnaie. Le crédit d'une banque nationale permanente assuré par des bons du gouvernement, doit avoir une dette permanente sur laquelle se reposer, et si la circulation monétaire de la banque doit augmenter avec la population et les affaires, la dette aussi doit augmenter. Le plan de circulation monétaire Républicain est le plan de réforme qui impose aux contribuables une dette perpétuelle et croissante au bénéfice des banques. Nous sommes opposés à cette corporation privée de papier, mis en circulation comme de l'argent, mais sans avoir cours légal et demandons le retrait des billets de la banque nationale aussitôt qu'on pourra leur substituer des certificats d'argent ou du papier-monnaie du gouvernement.

"Nous favorisons un amendement à la Constitution Fédérale pourvoyant à l'élection des sénateurs des Etats-Unis par le vote direct du peuple, et nous favorisons la législation directe partout où elle est praticable.

"Nous sommes opposés au gouvernement par injonction; nous dénonçons le "blacklist", et favorisons l'arbitrage comme moyen de régler les différends entre les corporations et leurs employés.

"Dans l'intérêt du travail Américain et de l'élévation du travailleur, nous recommandons comme fondement de la prospérité de notre pays, que le Congrès établisse au Département du Travail, confié à un Secrétaire qui aurait un siège au Conseil, car nous croyons que l'élévation du travailleur Américain donnera une augmentation des produits et une prospérité croissante à notre pays ainsi qu'à notre commerce à l'étranger.

"Nous sommes fiers du courage et de la fidélité des soldats et marins Américains dans toutes nos guerres; nous sommes en faveur qu'on leur accorde des pensions libérales ainsi qu'à ceux qui dépendent d'eux, et nous réitérons le principe avancé à Chicago en en 1896 que le fait d'être enrôlé et d'avoir fait du service sera considéré une preuve concluante contre la maladie et l'incapacité avant l'enrôlement.

"Nous sommes en faveur de la construction, du droit de propriété et du contrôle du

CANAL NICARAGUA

par les Etats-Unis, et nous dénonçons le manque de sincérité de la politique républicaine dans son énoncé de principes au sujet d'un canal isthmique en face de l'insuccès de la majorité républicaine de faire passer le projet de loi perdant au Congrès. Nous condamnons le traité Hay Pauncefote comme la renonciation des droits et intérêts Américains, ce que le peuple Américain ne doit pas tolérer.

"Nous dénonçons le manque de foi du parti républicain qui n'a pas tenu sa promesse de faire des Etats, des Territoires de l'Arizona, du Nouveau Mexique et d'Oklahoma, et nous promettons aux habitants de ces Territoires de les admettre immédiatement comme Etats et de leur donner un gouvernement autonome pendant qu'ils seront encore Territoires, et nous favorisons un gouvernement autonome et une forme de gouvernement Territorial pour l'Alaska et Porto Rico.

"Nous sommes en faveur d'avoir un système d'améliorations intelligent pour les terres arides de l'Ouest, avec une réserve d'eau pour l'irrigation, et de conserver ces terres pour de véritables colonisateurs.

"Nous favorisons la continuation et la mise en vigueur rigide de la loi d'exclusion des Chinois, et son de application aux mêmes classes de toutes les races Asiatiques.

"Jefferson a dit: "La paix, le commerce et une amitié loyale pour toutes les nations, et d'alliance embarrassante avec aucune". Nous approuvons cette doctrine saine et protestons vivement contre l'action des Républicains qui nous ont entraînés dans une politique, qui s'étend à la diplomatie de l'Europe et à l'intrigue et la prise de terres en Asie, et nous condamnons spécialement l'alliance Républicaine mal dissimulée avec l'Angleterre, qui indique une distinction entre les nations amies, et qui déjà étouffe la voix de la nation pendant que l'on porte atteinte à la liberté en Afrique.

"Confiants dans les principes du gouvernement autonome et rejetant ainsi que l'ont fait nos aïeux, toute prétention à la monarchie, nous considérons avec indignation le dessein de l'Angleterre d'écraser de ses forces les Républiques Sud Africaines. Parlant comme nous le faisons, pour la nation Américaine tout entière, à l'exception de ceux qui occupent des places Républicaines, et pour tous les hommes libres de partout, nous étendons nos sympathies aux héroïques burghers dans leur lutte inégale pour le maintien de leur liberté et de leur indépendance.

"Nous dénonçons les nombreuses appropriations du récente Congrès Républicains, qui ont fait conserver des taxes élevées et qui menacent de perpétuer les accablants impôts de la guerre. Nous sommes opposés à ce que l'accumulation d'un surplus soit dissipé pour des fraudes effrontément imposées aux contribuables, telles que le bill de la subvention des vaisseaux, qui, sous le faux prétexte de faire prospérer la construction des vaisseaux en Amérique, mettrait des millions non mérités dans les poches des plus favorisés qui auraient contribué au fonds de la campagne Républicaine. Nous sommes en faveur de la réduction et de la prompte abolition des taxes de la guerre et du retour à la politique Démocratique de stricte économie honorée par le temps, dans les dépenses gouvernementales.

"Croyant que nos institutions les plus chéries sont en danger, que l'existence même de notre république constitutionnelle est en jeu et que la décision à rendre, déterminera si nos enfants sont appelés à jouir des heureux privilèges d'un gouvernement libre qui a rendu les Etats-Unis grands, prospères et honorés, nous demandons ardemment la déclaration des principes précédents et le sincère appui du peuple ami de la liberté, sans égard aux affiliations précédentes à un parti.

Bulletin Financier.

Vendredi, 2 novembre 1900.

COMPTOIR D'ECHANGES (CLEARING HOUSE) DE LA NOUVELLE ORLEANS.

Jusqu'à cette semaine	$10 297,048 00	$994 719 60
Même temps la semaine dernière	12,493,456 00	1,321 500 00

ETAT HEBDOMADAIRE DU CLEARING-HOUSE.

Compilé par Thos C. Herndon, Directeur.

Actif:

Billets des Etats Unis et des Banques Nationales	$ 4,469,3 0 0
Autres items comptant	
Change à vue sur N. Y.	2 32 400 00
Change étranger	58,800 00
Dû par des banques et banquiers éloignés	794,900 00
Prêts et escomptes	23,464,000 00
Autre actif comptant	4,705,100 00
Total	$35,819,500 00

Passif:

Circulation	1,328 700 00
Dépôts	22,276 900 00
Dû à des banques et des banquiers éloignés	3,603 000 00
Autre passif dû à des banques et banquiers	1,675,100 00
Autre passif comptant	15 800 00
Total	$29 899,500 00

Comparé avec la semaine dernière:

	Augmentation	Diminution
Legal Tenders	37,100	
Prêts		193,700
Dépôts		307,700
Dû aux banques et banquiers	65 600	
Change		119,100

MARCHE MONETAIRE.

Nouvelle-Orléans—

En Banque —

Papier exceptionnel .....7 per cent

de A1 8

Prêts sur garanties collatérales 4 0 —

Prêts sur garanties collatérales

à terme .....5 0 —

Prêts aux banques —

Prêts sur garanties collatérales 4 0 —

Papier hypothécaire 6 0 8

Nouvelle-Orléans—

Papier hypothécaire .....

Taux hypothécaire .....

Main privée .....6 5 @ 9 0

Pour obligations .....4 5 @ 4 6

New York—

Taux de l'argent 6 0 0

LONDRES—

Taux de la Banque d'Angleterre 4 0 0

Consols pour argent 9 ⅜

Pour compte 9 5 13 16

PARIS—

Rente 100.60

ARGENT EN LINGOTS (PAR ONCE)—

Londres 29 15 16d

CHANGE.

Le STERLING est faible.

Commercial (60 jours) ..... 4784 @ 4794

Traites de banques (à vue) 485

Les FRANCS sont faibles.

Francs de commerce (60 jours) 5 23⅜

Traites de banques (à vue) 5.17⅜

REICHSMARKS—Faibles

Commercial (60 jours) 94 9 16

Traites de banques (à vue) ..95

Le CHANGE A VUE SUR NEW YORK est calme.

Traites de commerce $1 50 @ 1 25 d'esc.

Traites de banques par $1000.

VENTES A LA BOURSE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Pas de ventes.

ACTIONS ET BONS

Dernières cotes du Stock Exchange

	Valeur	Offre	Demande
Banques			
Canal & Banking Co.	100	137	
Canal & Banking Co. pref.	100		
Commercial National	100	124	
Germania National	100	480	
Hibernia National	100	265½	270
Louisiana National	100	152	165
Metropolitan	100	124	135
N. O. National	100	550	
People's	100	80	85
Provident Savings	100	100	110
State National	100	125	140
Teutonia	100	102½	105½
Union National	100	106½	
United States Savings	100	101	
Whitney National	100	400	450
Compagnies d'assurance			
Germania Ins. Co.	100	81	
Hibernia Ins.	100	122½	
Home Ins.	100	87½	98
Lafayette	50	100	110
Merchants and Traders	100		
Merchants Ins. Co.	100		45
Southern Ins. Co.	100	80	90
Sun	100	122	135
Textile	100	141	
Obligations de ville nouvelle			
Illinois Central RR Co.	100	116	120
L. & N. RR Co.	100	74½	
Jerseyites	100	172	185
N. O. City & Lake pref.	100	98½	99¼
do do com.	100	24	25
Orleans	50	49	52
Pelican Street	50	57½	59½
Actions diverses			
N. O. Slaughterhouse	50	43½	46
Western Union	100	297½	
N. O. Brewing Co. pref.	100		72½
N. O. Brewing Co. com.	100		32
N. O. Gas Light Co.	100	104	107
N. O. Waterworks Co.	100	91	100
N. O. Land Co.	10	5½	6½
Algiers W. W. & Elect.	100	875	925
Cotton Exchange Stock	300	87½	
French Opera Association	250	38	
Imp. Bonded Warehouse	100		
Varis. Theatre	1500	775	
Meth., Dealers and Lamb.	50	10	
Electric Com'y Ass	100		
Textoria L. & B. Ass	100	100	110
Jockey Club	100	195	
W. O. Gold Storage Co.	100		
Sacatia Gravel	100		
Standard Grain & Chem.	100		
Sugar Exchange	250	75	
Texas and Pacific RR. Co.			
Traction Pref'd	100		
do common	100		
Cumb. T. Stand		15	
Obligations d'assurance			
United States 4 s of 1907		114½	
U. S. 4's of 1906		133	
U. S. 4's		112	
U. S. 5's		109½	
Louisiana 4s		109½	109¾
Louisiana		218½	219½
Louisiana New			
Louisiana Brown number		255	
Louisiana 4's		110	111
Floating debt certificates		99	101
Imperial Exp Fund Bds 6s		101	
City 7's gold			
Alexandria 5s			
Atchafalaya new 5s		114½	116½
Bossier Levee Bds		117½	
Caddo Levee Bonds		121	
5th District Levee Bds 1911 6s		101	104
do do do 1913 6s		102½	
do do do 1950 5s		114	116½
Lafourche Levee Bds		100	
Lake Borgne Levee Bds		103	
Orleans Levee Bds			
Pontchartrain L. B. 15 yrs		109	112
Pontchartrain L. B. 20 yrs		114	
Pontchartrain L. B. 30 yrs		121	125
Red River Atch. & B. B. Bds		106	
Tensas Basin Bonds		104	
Canal & Ulich. St. RR. 1st Mort		131	135
Crescent City RR. 1st mort			
do do 5s gold			
L. & N. unified 4s		99	
Morgan's L. and T. R. R. 7's		137½	140
Morgan's L. T. R. R. 6's gold		128	
New Orleans & Red River RR. 1st mort gold		93	97
N. O. C. H. RR. Co 1st mort		106	
N. O. City and Lake 1st (Gold)		115½	116½
N. O. City RR. Co. gen. mort. gold		106½	107½
N. O. & Jefferson 1st mort			
do do do			
do do 2nd mort gold			
do do do 1906			
do do do 1907		110	
do do 5s gold		115½	117
N. O. Traction Co. Power House Bds			
Orleans RR 1st mort (Gold)		115½	
Orleans RR 2nd mort (gold)		110½	
St. Charles St. RR. mort. 1900			
do do do 1901		102	
Southern Ry 1st 5s (gold)		110	
Tex. & Pac. RR. 1st gold mort		118½	
Tex. & Pacific RR. 2d gold mort			
Algiers W. W. & E. Bds Gold		110	120
American Brewg Co. Bds		109	118
Edison 5s		108	110
Fulton Land Co. Bond 5s			
Jackson Brewery 1st Mort. Bds		100	
Jackson Brewery 2d Mort Bds		100½	
Louisiana Brewery mort			
N. O. Brewing Co 5s		104	104½
N. O. Brewing Bonds stamped		85	
N. O. Brewing 5s unstamped		3	
Orleans Railroad		104	
N. O. Drainage Bds		100½	
New South Bd assented			
do			
N. O. Waterworks 1st mort			
do 2d mort		105½	115
Parish certificates			
Parish certificates			
Jurisdiction dans les parties de Paroisse de 1850			
Capital Stock Exchange No 12			12
State school warrants			
Carrollton RR. Bds			
Birmingham Realty Co. pref			
do do com			
do do 1st mort			
do do inter bds			

Bulletin Commercial

Vendredi, 2 novembre 1900.

COTON.

Marché de la Nlle-Orléans

SUR PLACE

Le Cotton Exchange a rapporté aujourd'hui des ventes de 600 balles et 800 à arriver.

Le marché est calme et stable.

Les cotons tachés sont de ⅛ à ¼c. plus bas que les cotons suivantes:

	Aujourd'hui
Low Ordinary	8⅜
Strict Low Ordinary	7 8
Good Ordinary	8⅛
Low Middling	8⅝
Middling	9⅛
Good Middling	9 5 16
Middling Fair	9 9 16
Fair	10

Futures de la Nouvelle-Orléans.

Stables à bas.	
Janvier	9.75 @ 9.76
Février	8.77 @ 8.78
Mars	8.79 @ 8.80
Avril	8.80 @ 8.82
Mai	8.80 @ 8.81
Juin	8.81 @ 8.82
Juillet	— @ —
Août	— @ —
Septembre	— @ —
Octobre	— @ —
Novembre	8.77 @ 8.79
Décembre	8.76 @ 8.77

Marchés divers.

Aujourd'hui le middling était coté à—

Galveston	9
Mobile	9⅛
Savannah	8 15 16
Charleston	9
Wilmington	9
Norfolk	9
Baltimore	9⅜
Boston	9⅝
Philadelphie	9 13 16
Memphis	9
Augusta	9⅛
St. Louis	9 1 16

Marché de New-York.

SUR PLACE

Calme.

Clôture — Middling Ga. 9 13 16.

Futures de New-York.

Calmes.

Janvier	8 97 @ 8 98
Février	8.97 @ 8.98
Mars	8.97 @ 9.00
Avril	8 98 @ 9 00
Mai	8.98 @ 9.00
Juin	8 97 @ 8 98
Juillet	8.95 @ 8.97
Août	8.91 @ 8.93
Septembre	8.30 @ 8.40
Octobre	— @ —
Novembre	8.92 @ 8.93
Décembre	8.95 @ 8.96

MOUVEMENT DU COTON.

RECU, VENT—

A la Nlle-Orléans depuis le 1er septembre	763,721 balles
Même temps l'année dernière	5 0,359 balles
A tous les ports des Etats-Unis	2 272,283 balles
Même temps l'année dernière	1,975,789 balles
EXPORTATIONS A L'ETRANGER—	
De la Nouvelle-Orléans depuis le 1er septembre	528 014 balles
Même temps l'année dernière	290,151 balles
De tous les ports des Etats-Unis	1,528,193 balles
Même temps l'année dernière	1,300 676 balles
STOCKS—	
A la Nouvelle-Orléans	199,569 balles
Même temps l'année dernière	294,665 balles
Dans tous les ports des Etats-Unis	849,555 balles
Même temps l'année dernière	860,891 balles

Marché de Liverpool.

SUR PLACE

Les prix plus faibles.

Cotons 5 9 32 pour le Middling Américain.

Futures.

Plats.

Marché du Havre.

SUR PLACE.

Jour férié.

Cotons — — 1. pour l'Ordinaire (sur place) ; — fr pour le Type Ordinaire (sur place) ; — fr. pour le Bas (sur place).

Futures.

SUCRE ET MELASSE.

Sucre brut 96° plus élevé par [illegible] que le prix suivant de la Bourse au Sucre [illegible] jours, et 96° moins élevé par gallon pour les mélasses que les cotes suivantes.

OPEN KETTLE GRUTTLE	2 13 16 @ —
Open kettle centrifugal	4 @ 4½
CENTRIFUGAL—Stable.	
Off granulated	4⅞ @ —
Whites	4⅝ @ —
Plantations granulated	— @ —
Yellows	4 1-16 @ 4⅛
Seconds	3 15-16 @ 4
MELASSE—	
OPEN KETTLE Calme	25 @ 28
CENTRIFUGAL Calme	12 @ 17
SIROP—Stable	27 @ 31c par gallon
SUCRE RAFFINE—Marché stable.	
Out loaf	5 80
Powdered	5 80
Standard granulated	5 60
Confectioners' A	5 55

Les cotes ci-dessus sont net sujettes à un escompte comptant de 1 0 0 sur enveloppes payées en 5 jours.

TONNELLERIE.

Nouveaux barils de sucre 5 hoops	42
Nouveaux barils de sucre 8 hoops	45
Barils de sucre de seconde main, 6 hoops	25c.
Barils de sucre de seconde main, 8 hoops	27
Nouveaux barils de riz	45c.
Barils de riz de seconde main, 8 hoops	30c.
Nouveaux barriques de sucre	$2 75 @ 3 00
Boucauts de sucre de seconde main	—
Nouveaux barils de mélasse en cypre	$1 50
Nouveaux demi-barils de mélasse en cypre	90c
Barils de mélasse de seconde main	$1 00
Nouveaux barillons de mélasse en cypre	80c.
Douves de barils en cypre, par 1000	$14 50 @ 5 50

RIZ.

Mouvement du Riz.

Compilé par Ely H. Smith, secrétaire du New Orleans Board of Trade, Ltd.

	Rent. mme. l'an dernier	Ent. cette année
Reçu cette pour deux jours	2,424	2
Jusqu'ici cette semaine	20,147	19
Jusqu'ici cette saison	343,542	1,017
Même temps l'année dernière	604,253	2,291
Recettes des moulins pour deux jours	176	—
Vente aujourd'hui	965	1,000
Jusqu'ici cette semaine, comprenant les recettes des moulins, etc	17,529	7,735
Jusqu'ici cette saison	429,294	122,212
Même temps l'année dernière	493,988	122,798

AU BOARD OF TRADE

Brut—Wonderas calme; du pays Japon calme.

Kosit—Ferme.

Cotes—aujourd'hui.

Head	4½ @ 5 1-16
Straights	Nom'l
Screenings	2½ @ 3 1-16
No 2, par baril	Nom'l

Riz brut du pays Japon $1 50 à 3 60; du Honduras $1 25 à 3 75.

SON—Tenue, $9 00 à 10 00

RIZ POLI—$16 @ 16½.

FARINES.

AU BOARD OF TRADE.

FARINE—

Patent in barrel	$3 90	$4 00
Extra fancy	$3 45	@ 3 50

Minnesota Patents $4 35 here du Board of Trade.

FARINE DE MAIS—$2 20 @ 2 30

GRITS—$2 50 @ 2 55

Les cotes de farine et de farine de maïs sont de 10 à 15c. plus cher par baril.

GRAINS ET FOURRAGES.

AU BOARD OF TRADE.

MAIS — Ou vend 51½ à 52 pour le mais [illegible] 51½ à 52 pour le mêlé et 52 à 53 pour le jaune.

AVOINE—No 2 de l'Ouest 29½ @ 30 (Quant. 30 [illegible]; Texas No 1—à —.

FOIN — Prime $16 00 à 17 00; [illegible] $17½ à 18 00.

Les petites lots se vendent aux prix suivants: mais 2c. de plus par boisseau; avoine 2 à 4c. de plus par boisseau; son 6 à [illegible] de plus par 100 livres, et le foin $2 00 à 3 00 de plus par tonne.

Was Dying By Inches

The following is a pretty strong assertion from a Philadelphia, Pa., resident, but being backed up by so many others of a like nature it can be easily believed: "I gradually lost my appetite, flesh, vitality, ambition. In short, I was dying by inches. I had one foot in the grave and one outside. I thank God I learned of

R·I·P·A·N·S Tabules

They made me a hearty, healthy man, with renewed energy, vitality, strength, good memory and strong nerves."

WANTED—A man of bad health that R·I·P·A·N·S will not benefit. They banish pain and prolong life. One gives relief. Note the word R·I·P·A·N·S on the package and accept no substitute. R·I·P·A·N·S 10 for 5 cents, may be had at any drug store. Ten samples and one thousand testimonials will be mailed to any address for 5 cents, forwarded to the Ripans Chemical Co., No. 10 Spruce St., New York.